

Ce que cache la véhémence des dénégations

La présumée tentative de putsch déjouée le 8 Août n'était point attendue. Elle est intervenue quelques semaines à peine, après le discours présidentiel de Kiffa, qualifié de véritable tournant de par son contenu et ses enseignements. Un discours suivi par un début d'ouverture à l'endroit de l'opposition avec l'audience accordée le 27 juillet par le Président

Ould Taya au leader de l'UFP M Mohamed Ould Maouloud. Auparavant, en début de Juillet, c'était l'amorce d'un dialogue entre les partenaires sociaux regroupant l'Etat, le Patronat et les centrales syndicales, toutes obédiences politiques confondues. Le contexte poussait plutôt à l'optimisme malgré la naissance à l'étranger, d'une Alliance soi-disante

Patriotique prônant le changement par la violence. Sur le plan interne, il y avait une volonté de moralisation de la gestion des deniers publics à travers les missions d'audit de la Cour des Comptes, le lancement d'une vigoureuse campagne contre les spéculateurs du marché noir des devises précédée d'une campagne contre la hausse des prix et la création d'une police

économique chargée de lutter contre la délinquance financière. Sur le plan extérieur, avec la médiation marocaine entre la Mauritanie et la Libye accusée aujourd'hui avec le Burkina, d'avoir organisé la tentative de putsch du 8 Août et d'abriter ses commanditaires, on percevait une réelle volonté de calmer les différends avec l'extérieur.

N'empêche, le démon de la déstabilisation était apparemment dans l'air, et cette fois, avec l'appui de pays qui ont acquis une solide réputation de fauteurs de troubles : la Libye mise jusque hier, au banc de la communauté internationale et le Burkina dont la main est perçue derrière tous les conflits qui embrasent la sous région.

En pages 2 & 3

Malgré la médiation marocaine

Deux journées seulement avant la découverte du présumé complot du 8 Août, le Souverain marocain recevait à Tétouan successivement et simultanément MM. Mohamed Vall Ould Bellal et Abderrahmane Chelgham, chefs de la diplomatie mauritanienne et libyenne et exprimant à l'issue de sa médiation, sa satisfaction de voir les deux pays disposés à ouvrir une nouvelle page dans leurs relations bilatérales.

La presse marocaine avait salué l'évènement signalant que "les recommandations et conseils prodigués par le Souverain ont créé un climat propice à des retrouvailles et au rapprochement entre les deux pays" soulignant à ce sujet, les propos du ministre mauritanien des Affaires étrangères qui, de bonne foi, avait rendu hommage aux bons offices du Maroc visant à faciliter le rapprochement entre la Libye et son pays. Le chef de la diplomatie libyenne, lui, s'est plutôt félicité de l'annulation par le Maroc du visa pour les citoyens algériens, affirmant que son pays œuvre avec les différents Etats de l'UMA en vue de donner une nouvelle impulsion à ce groupement, et préparer la tenue d'un Sommet maghrébin avant la fin de l'année. Une telle déclaration, où primait d'autres considérations sur le règlement du différend avec la Mauritanie n'avait pas échappé aux observateurs. Lesquels, n'ont été, que passablement surpris quand le gouvernement mauritanien a mis en cause quelques semaines après, la Libye et le Burkina Faso dans la tentative présumée de coup d'Etat annoncée.

L'aversion du dirigeant libyen (au pouvoir depuis 1969) pour la Mauritanie ne date pas d'hier. Après avoir tenté vainement d'exporter dans notre désert, le contenu de son livre vert, perçu comme une solution aux problèmes de l'humanité, le dirigeant libyen qui se pose en chantre du panarabisme ne cache pas son hostilité au pouvoir mauritanien depuis le début de normalisation de ses relations diplomatiques en 1995 avec l'Etat hébreu.

Les présumés putschistes sources des accusations

Ainsi, quand la télévision nationale a diffusé le jeudi dernier, les aveux de deux des officiers qui reconnaissent leur implication dans la tentative de putsch, l'un d'eux le commandant Mohamed Lemine Ould El Waer ayant reconnu sa liaison avec l'ex-commandant Saleh Ould Hannena résidant actuellement au Burkina qui l'a entrete nu, selon ses aveux, d'un projet de coup d'Etat qui bénéficie de l'appui de Libye, et quand le lieutenant-colonel Mekhalla Ould Cheikh Ahmed, a affirmé lui aussi que la Libye et le Burkina Faso étaient impliqués et qu'ils devaient fournir moyens et assistance, la surprise des observateurs n'était pas énorme. Pourtant le Burkina n'a pas d'antécédents d'animosité avec la Mauritanie. C'est ce qui expliquait la tentative de règlement par la coopération sécuritaire entamée en direction du Burkina, le 19 Août, quand le ministre de la Défense Baba Ould Sidi et le chef d'état major particulier du président de la République le Colonel El Hadi Ould Seddigh avaient été dépêchés à Ouagadougou. Les responsables mauritaniens y avaient été reçus par le président Comparé et ont eu une séance de travail avec leurs collègues burkinabés.

Et la " franche collaboration " ?

Au cours de cette séance de travail, les responsables de la sûreté d'Etat burkinabé, ont été informés par la partie mauritanienne que des officiers mauritaniens en fuite sont réfugiés au Burkina-Faso. Les responsables mauri-

taniens avaient avancé au cours de cette réunion les noms du commandant Mohamed Ould Cheikhna, l'ex-commandant Saleh Ould Hannena et le capitaine Abderrahmane Ould Mini, accompagnés de sept autres personnes. Baba Ould Sidi précisera que les militaires fugitifs avaient d'abord été localisés au Nord du Mali avec des islamistes algériens, puis au Niger d'où ils auraient disparus avant d'être signalés au Burkina-Faso.

Dans sa conférence de presse tenue le 27 Août, au siège de la Sûreté à Ouagadougou le Colonel Djibril Bassolé cité par le quotidien gouvernemental burkinabé "Sidwaya", a déclaré qu'il fut convenu lors de cette réunion, de préciser les informations et de rechercher ces déserteurs dans une " franche collaboration ".

Dans les faits, cette " franche collaboration " va faire défaut 7 jours après, c'est-à-dire le 26 août, le ministre mauritanien de la défense revenu il y a quelques jours de Ouaga indexait le Burkina comme base d'un plan de déstabilisation de son pays. La réaction du Burkina ne se fait pas attendre. Bassolé, le ministre de la sécurité du Burkina monte au créneau niant toute implication de son pays et soulignant que son pays avait déjà donné des gages de bonne volonté à la Mauritanie en Janvier 2004, en arrêtant et en expulsant vers le Mali de "farouches opposants" mauritaniens, (allusion au groupe de Ahmed Ould Dowmane) et révélant que lui-même, avait effectué à l'époque, une mission en Mauritanie, pour en informer les autorités mauritaniennes.

Prendre les devants, un exercice connu

Au cours de cette conférence de presse Djibril Bassolé a qualifié l'attitude mauritanienne d'"hostile, inamicale et cavalière", et la Presse officielle burkinabé contrairement à la presse indépendante de ce pays qui reconnaît le caractère déstabilisateur du régime Comparé, s'est déchaînée contre la Mauritanie dont l'attitude a été taxée de "schizophrénique" et décollant "des propres turpitudes d'un régime incapable de résoudre les contradictions internes".

Et le Burkina de prendre les devants en saisissant l'Union africaine pour une enquête indépendante sur les accusations de la Mauritanie. Une mesure confirmée par le ministre burkinabé des Affaires étrangères et de la Coopération régionale, Youssouf Ouédraogo qui séjournerait à Tripoli dans le cadre d'une tournée africaine destinée à préparer un sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur la lutte contre la pauvreté et l'emploi prévu pour les 8 et 9 septembre prochains à Ouagadougou, précisant que l'enquête demandée visera à "démasquer cette arrogance et ce complot ourdi contre notre pays et la Libye".

Même son de cloche en Libye, où le ministre des affaires étrangères M Abderrahmane Chelgham a nié l'implication de son pays et demandé à la Mauritanie d'exhiber ses preuves soulignant que par le passé les autorités mauritaniennes avaient avancé les mêmes accusations. Et le ministre libyen de déclarer que son pays compte envoyer des mémorandums relatifs à ce sujet à l'Union Africaine, à l'Union du Maghreb Arabe et à la ligue Arabe, des organisations qui regroupent le Libye et la Mauritanie.

Avec le conseil ordinaire des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe qui doit se réunir les 14 et 15 septembre au Caire sous la présidence de la Mauritanie, précédée par la réunion des délégués permanents de ligue arabe dont la réunion doit se tenir le 12 et 13 septembre pour préparer l'ordre du jour et les projets de résolutions qui seront discutés à la réunion du conseil des ministres, il est quasi certain que le différend mauritano libyen sera à l'ordre du jour.

APRÈS LES ACCUSATIONS MAURITANIENNES CONTRE LA LIBYE ET LE BURKINA

Ce que cache la véhémence des dénégations

Libye et Alibi

Dictature implacable de type stalinien depuis la fin des années 60, célèbre par la liquidation physique de ses opposants en exil, accusée de la disparition du leader chi'ite Moussa Sadr, la Libye, avec sa légion islamique, qui avait occupé le nord du Tchad avant de voir son corps expéditionnaire se faire tailler en pièces en 1987 par les guérilleros en loques d'Idriss Deby. Ce pays est réputé pour ses tentatives de fusion avec les voisins et les lointains et la volonté d'exporter son modèle, une "troisième théorie internationale" bien que supposée constituer une alternative au capitalisme et au socialisme. Si on y ajoute ses épisodes sanglants avec les avions d'UTA au Ténére et celui de Lockerbie pour lesquels Tripoli a-versé finalement des compensations financières et accepté de livrer certains de ces concitoyens à la justice internationale, il y a de solides raisons de prêter oreille aux allégations des autorités mauritaniennes et de croire de

la Libye n'était pas un alibi.

Quand au Burkina, du Tchad à l'Angola, du Libéria à la Sierra Leone en passant par la Côte d'Ivoire, le Burkina a toujours été accusé d'avoir soutenu les différentes rébellions qui ont ensanglanté ces pays. En Angola, le Burkina s'était aligné derrière le mouvement rebelle l'UNITA. Au Libéria, les relations très étroites du régime burkinabé avec Charles Taylor, aujourd'hui en exil au Nigeria, étaient connues. Il en était de même avec les chefs rebelles sierra léonais.

Il a fallu les menaces du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies pour que le régime Compaoré renonce publiquement, à ses liaisons dangereuses. Le Burkina Faso n'a-t-il pas été la base de départ pour les rebelles ivoiriens avant qu'ils ne déclenchent leur rébellion ?

Idriss Déby, l'actuel président tchadien n'est-il pas parti de Ouagadougou pour aller chasser du pouvoir Hissen Habré ? Un scénario identique était-il

prévu pour notre pays Mauritanie ? Rien n'est exclu !

Il n'y a pas de fumée sans feu

Les ministres mauritaniens de la Défense et de la Communication étaient bien formels dans leurs récentes déclarations. Les putschistes en fuite, au nombre de 10, sont à Ouagadougou "à quelques mètres des locaux de la présidence burkinabé". C'est la première indication officielle émanant des autorités mauritaniennes relative à leur localisation. Et les autorités mauritaniennes semblent avoir bien suivi la trajectoire des mutins en fuite. Leur présence au Nord du Mali au sein de l'un des groupes du GSPC algérien signalée en outre par les journaux maliens dès le mois de janvier 2004 ne semble pas leur avoir échappé, ni leur présence au Nord du Niger confirmée par l'hebdomadaire nigérien le Républicain dans son édition N° 622 du 22 Avril 2004.

Du Niger les putschistes en fuite ne sont donc pas allés au Nigeria ou au Cameroun comme nous l'avait fait croire notre confrère Maman Abou le directeur de publication du "Républicain du Niger" dans l'interview qu'il nous avait accordé dans Nouakchott Info N°582. Les mutins sont plutôt remontés à l'ouest, au Burkina dont la capitale Ouaga a le talent comme nous l'avons vu de créer les rebellions au niveau de la sous région. Après les No ma, n's land malien et nigérien devenus dangereux en raison de la traque des groupes armés

avec la bénédiction de Washington dans le cadre de l'initiative Pan sahel, il fallait bien un nouveau point de chute aux fuyitifs. Les autres pays frontaliers de la Mauritanie étant risqués : l'Algérie avec son problème sécuritaire et le Sénégal ayant par le passé livré l'un des putschistes en fuite, il ne restait plus à ces derniers que de chercher à s'approcher du pays de la sous région le plus hostile au pouvoir Mauritanien. Et c'est en cherchant l'indispensable couvert libyen que les putschistes sont allés à Ouaga, où leur présence est logique quelqu'en soit par ailleurs, la véhémence des dénégations, des officiels burkinabé. Il n'y a pas de fumée sans feu !

CHEIKHNÂ OULD NENNI
& ISSELMOU OULD MOUSTAPHA